

« Un million de révolutions tranquilles »

Présentation et commentaires critiques



Frédéric Debuyst

Avril 2013

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

« Un autre monde est possible » affirment notamment les mouvements sociaux internationaux. L'ouvrage de Bénédicte Manier, « Un million de révolutions tranquilles » paru en 2012¹ va dans ce sens. Il donne à voir des alternatives d'actions et de comportements collectifs dans le monde, qui s'opposent à la logique de l'actuelle société de marché globalisée en promouvant solidarité, participation citoyenne, qualité de la vie, comportements écologiques et de convivialité. Voici une présentation de cet ouvrage qui se prolonge par des commentaires critiques.

B. Manier dresse le bilan d'un certain nombre d'actions qui se démarquent du modèle actuel marqué par le productivisme/consumérisme, l'emprise du profit et de l'argent, les inégalités sociales et la montée de la précarisation, le gaspillage des ressources et la pollution, la perte du bien commun, l'absence d'une véritable gouvernance démocratique.

Par contraste avec cette situation globale, l'auteure recense une multitude d'actions, émanant surtout de petits groupes de la société civile, où l'accent est mis notamment sur la valorisation du local et de l'autogestion communautaire. Les champs d'action sont multiples et concernent tour à tour dans l'exposé : la gestion de l'eau comme bien commun, les entreprises coopératives, des modes de consommation et de distribution plus localisés, des échanges sans argent, des monnaies locales ou des banques socialement responsables, des expériences agricoles en milieu urbain, des formes d'agriculture durable, des recherches d'autonomie locale en matière d'énergie, des habitats solidaires, des « centres de santé citoyens », des gestions

territoriales où coopèrent citoyens et instances politiques.

1- Présentation des expériences

Pour avoir une vision plus concrète, présentons, de manière succincte, quelques expériences relatées.

Deux expériences en Inde

Une première initiative se situe dans l'Etat indien du Rajasthan, district d'Alwar, une région en désertification, sans eau une partie de l'année et connaissant la malnutrition. Tout part de l'action d'un fonctionnaire de la santé, nommé Rajendra Singh, en 1985. Il découvre un savoir-faire local grâce à un habitant âgé qui lui indique qu'il existait auparavant des bassins en terre appelés *Johads* qui pouvaient recueillir l'eau de ruissellement tout en permettant leur infiltration dans le sol. Cet usage datant du XIII^e siècle fut abandonné, soi-disant pour cause d'insalubrité, à partir de la colonisation britannique, ce qui entraîna une dégradation des conditions de vie. Rajendra Singh va reconstruire ces bassins de rétention des eaux de pluie d'été, commençant lui-même par un premier *Jodah*. Il va convaincre la population de se mobiliser pour entreprendre tout un réseau de *Johads*. Au bout d'un an, 50 d'entre eux seront creusés avec un système de canalisations.

« Plus de vingt-six ans après, le district (d'Alwar) bénéficie d'un réseau de 10 000 structures d'acheminement et de retenue d'eau (bassins, barrages, canaux) qui desservent plus de 700 000 habitants dans un millier de villages, ce qui correspond à

¹ MANIER Bénédicte, *Un million de révolutions tranquilles* - Travail / Argent/ Habitat/ Santé/ Environnement -

Comment les citoyens changent le monde, Ed. Les Liens qui Libèrent, 2012. 326 p.

une moyenne de 600 points d'eau pour 7000 habitants. »

Les eaux pluviales canalisées ont renfloué les nappes souterraines ; elles sont parfaitement potables grâce à la filtration naturelle des eaux. Un réservoir naturel d'eau puis un lac artificiel ont été aménagés par la suite.

Ce retour de l'eau a « métamorphosé » l'économie locale : remise en culture de terres stériles, agrandissement des surfaces arables, rendements accrus, introduction de cultures diversifiées, rentabilité aussi de l'élevage, reboisements. Tout ceci a permis aux paysans de vendre leurs surplus sur les marchés, ce qui a conduit à une amélioration notable des conditions de vie et à l'arrêt de l'émigration vers les villes.

Sur place, l'accent est mis sur le caractère démocratique de la gestion de l'eau, via une « gouvernance collective qui transcende les barrières sociales ». Une cogestion a été établie grâce à des assemblées villageoises de base avec une parité hommes/femmes. Un parlement local de l'eau, pour protéger l'écosystème de la rivière *Arvari*, a réuni les habitants de septante villages. Il faut mentionner que ces réalisations ont été entreprises à l'écart des conseils municipaux, sièges de querelles politiques. Face à ce projet, les élus politiques ont montré soit de la réticence soit de l'indifférence. On en est arrivé ainsi à une « autodétermination » des habitants sur leur village et aussi à des activités complémentaires de développement comme des dispensaires locaux, la construction d'écoles, la création d'une réserve naturelle (« la réserve du peuple pour la vie sauvage »).

Une deuxième expérience s'est déroulée dans une autre région de l'Inde, au Tamil Nadu où le rôle joué par des autorités locales a été très différent du cas précédent. Il s'agit d'une

localité, nommée *Kuthambakkam* de 5300 habitants, où le maire a eu un rôle prédominant dans la mobilisation des citoyens pour surpasser des problèmes de pauvreté, d'alcoolisme, de violence de caste. Ce maire, chimiste de formation, est *dalit*. Il a eu le projet de transformer son village. Il a mis en place une assemblée villageoise où tous étaient représentés. Sur base des besoins exprimés, il a élaboré un plan d'action soumis à cette assemblée, arrivant à mobiliser la population pour les actions suivantes :

- Travaux de salubrité : nettoyage des déchets, création d'un réseau d'égouts et de sanitaires, système pour fournir de l'eau potable ;
- Travaux d'éclairage public, équipement en énergie solaire (qui fournit actuellement plus de 90% de l'éclairage) ;
- Travaux de réparation de l'école ;
- Renforcement de la scolarisation ;
- Réhabilitation des quartiers où vivent les *dalits*.

Le plus remarquable fut sans doute la réalisation d'un programme d'« habitat égal » où coexistent *dalits* et castes de confessions différentes « dans un esprit de paix et d'égalité ».

L'économie locale a profité de tous ces travaux de construction utilisant des matériaux élaborés par les habitants et a stimulé le développement de métiers artisanaux. Le maire a présenté un programme de mise en place de micro-entreprises locales. Les productions agricoles ont fait l'objet de transformations sur place. La localité est devenue ainsi « autosuffisante en biens et services, et surtout, elle ne compte ... aucun chômeur ». Il faut surtout signaler l'extension de ces programmes à six autres villages via leurs maires, ce qui a permis la mise en place d'une économie en réseau, avec des échanges de produits et des trocs. Par la suite, le maire

de *Kuthambakkam* va se consacrer à des tâches se situant sur une échelle géographique beaucoup plus large. Il va assurer la formation de maires et mettre sur pied un réseau de 2000 élus qui partagent ses convictions. Il se donne pour objectif « un réseau de 20 000 villages qui, d'ici à 2020, reproduiraient ce modèle de gouvernance, en constituant une fédération de « petites républiques villageoises » sur le modèle gandhien ».

Deux expériences aux Etats-Unis

Présentons deux autres types d'action, d'une portée sans doute moindre, mais qui ont eu une incidence sur les conditions de vie dans des agglomérations urbaines aux Etats-Unis.

Le premier cas se réfère à la ville de Détroit. Celle-ci a connu une crise profonde - suite à la fermeture de nombreuses usines, du déclin de l'industrie automobile et sidérurgique, etc. - provoquant des licenciements massifs. Entre 1970 et 2010, la ville a perdu la moitié de ses habitants, l'exode étant surtout le fait de la classe moyenne, majoritairement blanche. Les catégories ouvrières noires, à faible qualification, représentent à présent 82% de la population et connaissent des taux élevés de chômage. Un habitant sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Des maisons d'habitation et des bâtiments industriels ou de services désertés, des commerces fermés, ont créé des vides et des friches. Des problèmes d'approvisionnement se sont posés. Pour y pallier, toute une agriculture urbaine s'est développée, à l'initiative de petits groupes. Fermes, jardins communautaires, serres ont pris une ampleur inégalée, occupant les friches industrielles, les terrains vagues et les espaces verts. A partir d'organisations de quartiers défavorisés, les habitants ont squatté les terrains proches de leur domicile au nom d'une

food justice. La municipalité a fini par autoriser officiellement de telles initiatives.

L'agriculture locale semble avoir transformé le visage de l'ancienne cité industrielle permettant la relance de certaines activités économiques : création d'un grand marché couvert vendant les productions locales, où s'approvisionnent les restaurants. Des petits commerces se sont rouverts, de nombreux sites industriels abandonnés ont été transformés en espaces culturels collectifs. Autour d'un mouvement de *Slow Food*, des réseaux de citoyens se sont constitués suscitant un nouveau dynamisme. Un secteur d'« entrepreneuriat social » se met en place grâce à des apports extérieurs.

Signalons toutefois que l'agriculture urbaine ne fournit que 1% de la nourriture consommée, mais 1300 parcelles vides, soit 2 400 hectares sont susceptibles d'être cultivées. Comme le dit un des responsables, « même si elle ne parvient pas à changer totalement la ville, l'agriculture fait indéniablement partie de la solution ».

Le second cas est l'exemple d'une action susceptible aussi d'avoir eu une retombée locale. Il s'agit d'une monnaie locale utilisée dans la ville d'Ithaca (Etat de New-York), lancée en 1991 en période de crise.

Les actions partent d'une initiative individuelle : il s'agit de pousser les habitants à dépenser dans les commerces et entreprises locales et favoriser ainsi l'emploi et la vitalité des quartiers. Une unité monétaire propre est créée qui s'échange en milieu fermé. Les unités de compte des billets imprimés sont des heures (*hours*), chacune d'entre elles est l'équivalent de dix dollars, soit environ le salaire moyen par heure. Ce type de pratique introduit l'image d'une certaine justice sociale. Selon un des promoteurs : « l'idée c'est de

faire abstraction des revenus de chacun et de dire : une heure de mon temps vaut une heure de ton temps. »

Ces *hours* ont été acceptés par 250 professionnels de la ville (du commerce et des services), par certains propriétaires pour le paiement de loyers, par une coopérative d'épargne, etc. Ils maintiennent un flux d'argent dans la ville. Le président de l'association qui gère les *Ithaca hours* nous montre que les *hours* ne « peuvent être qu'une monnaie complémentaire, un outil de développement économique de terrain, qui renforce les commerces locaux. Mais cette monnaie permet aux gens de soutenir l'économie réelle et ils en voient les résultats. Et ça renforce les liens de la communauté. » L'objectif est de passer à une monnaie électronique et d'arriver à reconstruire une « vraie économie de voisinage ».

2- Commentaires

1. Une approche stimulante militante... et quelques questions

L'ouvrage est stimulant, il est réalisé dans un esprit militant et n'a pas la prétention de livrer une analyse scientifique. Il vise à convaincre et à faire partager les valorisations sociales de l'auteure concernant les initiatives de la base, la recherche d'une autonomie locale et d'une mobilisation citoyenne, les comportements écologiques, la convivialité et la solidarité, l'autogestion et une démocratie participative et délibérative. Ces traits réunis représentent une sorte de « type idéal ».

L'auteure parle d'un million de « révolutions » ou de mouvements qui « concernent probablement plusieurs millions de personnes dans le monde » (p. 296), nombre qui peut faire illusion s'il n'est pas comparé à l'ensemble de la population mondiale en âge actif, car il ne

représenterait qu'un millième de ce total! Dans son optimisme, B. Manier y voit une tendance qui tend à s'amplifier.

Des pratiques novatrices ?

Relativisons le caractère entièrement novateur de ces pratiques. Beaucoup d'entre elles, comme les coopératives, les micro-crédits et formes d'assurances populaires et de solidarité ainsi que des savoir-faire font partie du patrimoine et de l'identité historique de nombreuses populations (comme d'ailleurs c'est reconnu à plusieurs reprises). Elles ont certes évolué avec le temps, avec des succès et des revers, des capacités de résistance et de mobilisation variables.

Des pratiques existant uniquement en démocratie ?

Dans l'ouvrage, il est indiqué que « ces multiples révolutions silencieuses semblent plutôt émerger dans les grandes zones de démocratie - Amériques, Europe, Inde, Japon, Australie - car elles sont l'expression d'un terreau démocratique vivant, d'une société civile capable d'exercer librement son esprit critique et sa capacité d'initiative » (p. 308). Cette affirmation demande des réserves car elle ne retient pas, par exemple, l'Afrique (sans doute qualifiée de non démocratique) où l'on retrouve beaucoup d'expériences réactualisant des formes de solidarités traditionnelles, entre autres dans le cadre d'une économie informelle. Ajoutons aussi que dans des périodes de dictature, marquées par des carences et l'insensibilité de l'Etat envers les populations précarisées, comme au Chili sous Pinochet, des initiatives de gestion solidaire de très grande ampleur se sont présentées, via les Organisations d'Economie Populaire (OEP).

La société civile : la seule à jouer un rôle moteur ?

Dans son chapitre conclusif, le rôle moteur de la société civile est mis en avant. Si celle-ci est bien le réceptacle privilégié d'actions de changement, il ne faudrait pas en faire un ensemble abstrait et idéalisé face aux acteurs politiques et économiques. Ces derniers se caractériseraient par l'immobilisme et l'idée que toute vision alternative est « impensable et irréalisable » ... « Et cela fait trente ans que la société civile démontre tranquillement le contraire. Partout, elle prouve qu'il est possible de travailler, de consommer, d'utiliser l'argent, d'habiter les villes et de cultiver la terre autrement. » (p. 310) Cette opposition ne répond pas à la complexité des situations.

La société civile est un ensemble hétérogène comprenant des groupes sociaux, des associations, organisations, institutions très diverses – églises, enseignants, groupes d'intérêts patronaux, syndicaux, philosophiques, culturels, locaux, etc. – qui présentent des orientations différentes, souvent antagoniques. Elle est le théâtre d'affrontements entre ceux qui apportent leur consensus aux sphères du pouvoir et contribuent à leur hégémonie et ceux que l'on pourrait à la limite qualifier de contre-hégémoniques. Des acteurs politiques (mouvements, partis) se retrouvent au sein de la société civile de même que les agents de l'économie sociale ou de sociétés à finalité non lucrative. Si une attitude critique à l'égard de l'Etat est de mise, sa dévalorisation (de même que celle des services publics) risque de rejoindre le discours néo-libéral.

2. Des actions à différencier

L'auteure ne fait pas de distinctions entre les actions présentées, qui sont loin d'être équivalentes en termes de portée sociale et de signification.

Un premier ensemble d'actions se retrouve surtout dans les pays du Nord (Europe, Etats-Unis, pays industrialisés) et correspond principalement au chapitre intitulé « De nouveaux modes de vie ». Il s'agirait de pratiques dont le sens, la visée, sont surtout culturels, répondant à la volonté de vivre « autrement », en contraste avec les pratiques d'une société de marché. Dégageons des dimensions qui ne se trouvent pas nécessairement réunies dans le chef de tel ou tel groupe d'acteurs :

- Une dimension « bio-écolo » consistant à consommer/produire bio, en privilégiant les circuits courts et personnalisés et à avoir, par ailleurs, le souci de l'environnement (bon traitement des déchets, économie des ressources, utilisation d'énergie verte non polluante)² ;
- Une dimension d'exigence éthique illustrée par l'adhésion au commerce équitable, à la production responsable et éthique (contre l'exploitation dans le travail et les violations des droits à la dignité humaine), les échanges « sans argent », le choix de banques « socialement responsables » ;
- Une dimension de recherche du lien social où c'est l'aspect communautaire, opposé à l'individualisme et à la solitude, qui prévaut (services coopératifs, échanges de savoir, formes de co-habitat, etc.)

² Signalons un sujet possible de débats : s'agit-il, de ce fait, d'entrer dans une voie post-capitaliste, qui dépasserait ce que l'on qualifie de « capitalisme vert » ?

Ces pratiques ne s'attachent pas, comme telles, à solutionner les problèmes de pauvreté et sont plus le fait de secteurs de classes moyennes que de milieux populaires. Il s'agirait de groupes plutôt diffus, c'est-à-dire non localisés sur un même territoire.

Un second ensemble d'actions est par contre plus centré sur le local et le territoire, avec la particularité que les actions ont pour but d'améliorer ou de changer les conditions de populations précarisées. De nombreuses actions se limitent à un domaine particulier comme la santé, des filières alimentaires locales, l'eau, l'énergie, l'agriculture urbaine, l'apprentissage technique, la formation, etc. Dans d'autres cas, nous avons affaire à une pluralité d'actions, répondant à une approche de développement intégré, que nous avons défini comme suit :

« Le développement intégré suppose une pluralité d'actions couvrant différents champs et qui tendent à conférer un caractère de globalité au développement. Il implique une pluralité d'acteurs (en termes d'âge, sexe, activité professionnelle, statut social, ...) et tend ainsi à concerner l'ensemble des composantes d'une collectivité locale »³.

« Ces actions sont entreprises simultanément ou selon un ordre de succession déterminé. Elles doivent répondre à des liens de complémentarité logique, par exemple des liens entre apprentissage technique et activités productives, entre la santé individuelle et la salubrité du quartier et les ressources

alimentaires, entre les divers chaînons d'une filière économique, etc. Souvent une activité est choisie comme porte d'entrée, c'est à dire comme un moyen d'inciter d'autres activités qui contribuent à l'objectif global, et comme test des capacités organisationnelles des groupes sociaux »⁴.

Peu d'initiatives présentées par l'auteure correspondent à cette définition, mis à part les deux projets indiens que nous avons relatés. Ajoutons-y un troisième projet, lui aussi indien, figurant dans l'ouvrage (pp. 147 à 154), et qui concerne l'éradication de la faim. Les éléments moteurs ont été des groupes de femmes qui se réunissaient dans des comités strictement féminins. Leurs actions furent multiples et coordonnées : système de banque de semences, distribution et mise en cultures des terres abandonnées de tout un district, soit une « étonnante réforme agraire citoyenne », au profit de tous sans distinctions de caste et permettant d'atteindre une autosuffisance alimentaire, accompagnée de politiques de reboisement et de biodiversité. Ajoutons une pharmacopée naturelle, des crèches collectives et des structures éducatives et finalement une radio communautaire.

Sans faire une distinction claire entre toutes les actions présentées, qui ont des poids et des sens différents, l'auteure reconnaît pourtant qu'« elles ne constituent pas un contre-modèle coordonné, capable de faire globalement contrepoids au néolibéralisme, faute de faire système et d'atteindre une échelle et une organisation suffisantes pour le remplacer. L'objection est réelle. » (p. 311)

Peut-on déceler un dénominateur commun de sens entre toutes les initiatives ? Gardons-nous

³ Debuyt Frédéric (Coord.), *Rapport de synthèse, Evaluation des projets de développement intégré cofinancés avec les ONG*, Université Catholique de Louvain, Institut d'Etudes du Développement, novembre

1994. pp. 4-5. Etude réalisée pour le compte de la Commission des Communautés Européennes,

⁴ Debuyt Frédéric (Coord.), *Op Cit.* pp. 4-5.

d'attribuer un sens qui serait subjectif, c'est-à-dire lié à notre propre perception et non à celle des acteurs eux-mêmes, danger que pourrait courir l'auteur, même si elle rapporte de ci de là les opinions des promoteurs des actions.

3. La question de la durabilité des initiatives

Les initiatives présentées semblent s'inscrire dans un mouvement transformateur qui a pris de l'ampleur. Parmi les projets locaux que nous avons nous-mêmes évalués en 1994⁵, un bon nombre, déjà d'une faible viabilité dans leur exécution, n'ont eu qu'une durabilité très hypothétique.

Entendons par durabilité le maintien sur une longue période (sans que nous puissions en déterminer le terme) des acquis d'activités promues ou réappropriées socialement par des populations, en principe sans le besoin d'une assistance externe. Mais au-delà du maintien des acquis (dans le cadre de cette autonomie), la durabilité implique « l'acquisition de capacités/pouvoirs et aspirations nouveaux se traduisant dans des initiatives innovatrices, dans un renforcement organisationnel, dans un élargissement du champ géographique des articulations entre activités permettant de nouvelles avancées dans le développement ».⁶

L'auteure a constaté une évolution positive, répondant à ces critères, pour plusieurs projets qui se sont déroulés sur une ou plusieurs décennies. Répondre à la question de la durabilité supposerait cependant que les projets soient revisités au bout d'un temps.

Au niveau interne, un ensemble de facteurs joue en défaveur de la durabilité.

Citons :

- Une dynamique institutionnelle conduisant à la paralysie ou au déclin des activités : relève inefficace du ou des promoteurs du projet (dans ce cas, la durabilité est fonction de la durée de vie active de ceux-ci), divisions internes aux niveaux de la direction ou des associations, baisse des capacités techniques ou de gestion pour diverses raisons (émigration, non adaptation à des changements internes ou externes) ;
- Une évolution du projet qui le vide, au moins partiellement, de son sens et de ses objectifs fondamentaux (bureaucratisation, autoritarisme, absence de bénéfices réels pour l'ensemble ou une partie de la population).

A ce sujet, B. Manier mentionne la société de coopératives *Mondragon*, qui « fondée au Pays basque espagnol en 1955, a fait longtemps figure de modèle. Mais sa croissance a dilué son identité coopérative et elle est devenue une holding internationale de 150 sociétés. Ses soixante-quinze filiales étrangères, pour la plupart, n'ont pas le statut de coopérative et moins de la moitié des 85 000 salariés sont encore sociétaires. Le groupe ne se définit plus comme une « solution pour remplacer le capitalisme » mais simplement comme une entreprise « plus humaine et plus participative. » (p.49)

L'exemple de la *Grameen bank* a également fait l'objet de critiques : centralisme excessif, dysfonctions conduisant à l'abandon des prêts solidaires, poids du remboursement hebdomadaire, faible impact global en termes de vie des familles ou de développement de micro-entreprises.⁷

⁵ Debuyst Frédéric (Coord.), Op Cit.

⁶ Debuyst Frédéric (Coord.), Op Cit. p.8

⁷ Duflo Esther, *Microcrédit, miracle ou désastre ?* In Le Monde, 12-1-2010.

Au niveau externe, des facteurs fragilisent les expériences populaires ou conduisent à leur échec.

- Un contexte conjoncturel économique et politique qui agit défavorablement sur les ressources matérielles des populations. Outre des situations extrêmes de guerres civiles ou de conflits armés, citons, principalement pour les collectivités paysannes, les agressions économiques comme l'accaparement des terres, l'intrusion d'entreprises minières ou de grands travaux d'infrastructure qui détruisent l'environnement naturel et les ressources, ou plus simplement l'ouverture du pays aux importations agricoles qui concurrencent les productions locales ;
- Des cataclysmes de grande ampleur (séismes, inondations, ouragans, etc.) ;
- L'instabilité et les changements politiques qui mettent fin aux appuis politiques, (d'un parti ou d'un régime) en faveur de formes d'associations, d'autogestions territoriales ou de cogestion avec les pouvoirs publics ;
- Le déclin général de la mobilisation politique.

L'ensemble de ces facteurs joue sur la cohésion sociale et les capacités d'action au niveau interne.

Pour conclure

Dans une perspective optimiste, qui prévaut dans l'ouvrage, le bilan des initiatives sera perçu comme présentant un grand potentiel transformateur. Pour d'autres auteurs, le bilan sera plus mitigé : les actions alternatives, fluctuantes et dispersées dans les interstices du pouvoir dominant, ne sont tolérées que dans la mesure où elles n'ébranlent pas la logique du système.

Quoiqu'il en soit, le relevé des initiatives que l'on peut qualifier d'alternatives aux pratiques dominantes de nos sociétés est un travail d'un

très grand intérêt, car il nous ouvre à une multiplicité d'actions possibles et à un courant novateur dont l'importance et l'expansion ne sont généralement que partiellement appréhendées.

